

Intervention à la séance du Sénat UNINE 13 juin 2013

Neuchâtel a la chance d'avoir une université. Les Neuchâtelois en sont-ils vraiment conscients ?

La création de l'Académie en 1838 et sa transformation en 1910 furent indiscutablement des actes visionnaires et audacieux.

Ces années furent d'ailleurs une période d'audaces et d'esprits hardis et innovateurs. En ces décennies, pour ne faire que deux exemples, on construisit le tunnel ferroviaire du Gothard et le chemin de fer de la Jungfrau, deux défis techniques extraordinaires qui jamais n'auraient passé la rampe des études préliminaires qu'on impose aujourd'hui et en aucun cas on aurait été à même de présenter un business case convainquant. Et pourtant la politique eut le courage de foncer et de réaliser ces œuvres. Des exploits qui suscitent aujourd'hui encore l'admiration.

Qu'est-ce qui m'amène à mélanger tunnels et université ?

Tout simplement – je me répète – parce que je considère que la création d'une académie, puis d'une université dans ce qui était une toute petite ville fut un acte à la fois de courage et de grande clairvoyance.

L'université s'est développée et a su trouver sa place, une place remarquable, dans un contexte devenu difficile et qui deviendra de plus en plus délicat et concurrentiel. Maintenir l'Université à la hauteur de ces défis requiert aussi une certaine audace, un solide savoir-faire et de la clairvoyance.

Eh bien, oui, je suis inquiet, car je ne suis pas convaincu que cette audace et cette clairvoyance sont aujourd'hui aussi présentes et vives comme la situation l'exigerait.

Je n'ai aucun doute quant à l'engagement de la grande majorité du corps professoral. L'Université a su détecter et développer des centres d'excellence extrêmement intéressants qui ont su gagner respect et admiration

Non, ce qui m'inquiète ce sont les manifestations d'incapacité de prévenir, surtout de résoudre rapidement des situations de conflits internes. Plus préoccupant encore la réaction de la presse qui a pu s'appuyer sur des sources internes pas transparentes et peu responsables. Cela a créé un important dommage d'image.

Mais ce qui m'inquiète le plus – et j'aimerais beaucoup me tromper – c'est le peu d'intérêt, voire la désinformation du monde politique par rapport à l'Université. Je n'aime pas la polémique et je ne suis pas ce soir parmi vous pour en faire. Mais je n'aime pas non plus faire de la simple figuration et parler la langue de bois.

Par lettre du 28 décembre adressée aux chefs du DECS et du Département des finances, j'avais, au nom du CU, manifesté notre vive préoccupation au sujet des perspectives financières de l'Université.

On avait eu vent d'une probable diminution réelle de l'engagement de l'État et à cela s'ajoutait une lourde contribution que nous risquons de devoir payer au titre de l'assainissement de la caisse de retraite du Canton. Nous demandions, dans la même lettre, une rencontre avec les deux Conseillers d'État.

Cette rencontre a finalement eu lieu le 19 avril. Je ne vous cache pas que je suis sorti de cette séance déçu et désabusé.

Une fois encore, il ne s'agit pas d'être polémique, mais j'estime que dans cette maison il doit y avoir de la transparence, plus de transparence et que l'information doit passer. Ce qui s'est passé vous concerne aussi.

Non seulement on nous a accusés d'exagérer la situation et d'argumenter avec des chiffres faux, mais aussi de constituer des réserves. Les représentants du gouvernement ont aussi parlé de doublons, qu'il fallait les éliminer.

Vraisemblablement on faisait allusion aux HES. Or, on devrait savoir qu'il s'agit de choses bien différentes et, surtout, qu'on ne peut certainement pas faire le reproche à l'Université d'avoir créé ces nouvelles entités.

Hélas, ce n'est pas tout.

Lors de cette séance on s'était mis d'accord que les différents services de l'État, de l'Université et le président de la CGF du CU se retrouverait au plus vite pour établir quels étaient vraiment les paramètres financiers exacts de l'Université.

La séance a eu lieu, mais le service du Département des finances, celui-là même qui avait contesté les chiffres de l'Université, a refusé d'y prendre part, en arguant qu'il n'avait rien à ajouter à ce qu'il avait déjà écrit.

Cette attitude est incompréhensible, inacceptable et constitue un affront à l'institution universitaire.

J'ai moi-même dirigé le département des finances et je sais très bien qu'il est dans l'ordre naturel des choses qu'il y ait une situation de tension avec les services des autres départements qui dépensent l'argent.

Mais c'était et c'est pour moi inimaginable de refuser le dialogue au sein du service public.

Ce sont là des symptômes sérieux d'un malaise, Mmes MM, un malaise qui doit nous interpeller.

L'Université n'est pas une institution abstraite, elle est constituée par les professeurs les assistants, les étudiants, le personnel administratif et technique. Il appartient à chacun non seulement de faire son devoir mais de s'engager pour l'institution. Il ne suffit pas d'enseigner et d'apprendre.

Il faut assumer également la responsabilité sociale qui nous a été conférée, répondre aux institutions de notre activité et faire savoir à la société civile quel est le sens et quelle est l'importance de notre mission.

En d'autres paroles, il est nécessaire de rappeler à la classe politique et à la société neuchâteloise l'importance économique de l'Université pour toute la région, mais également l'extraordinaire plus-value qu'elle apporte en terme de culture et de valeurs humanistes.

J'estime que l'université a besoin avec urgence d'un nouveau cadre juridique.

L'autonomie ne doit pas être une simple affirmation, elle doit être réelle, clairement

encadrée par des structures de gouvernance qui assurent une exécution transparente et efficace du mandat de prestation défini par l'État.

Le rectorat doit pouvoir gouverner, les doyens doivent avoir des responsabilités mieux définies. À une compétence accrue doit correspondre une plus grande responsabilité.

La mission attribuée aujourd'hui au CU n'est pas claire et ses compétences assez nébuleuses.

Je n'aimerais pas vous avoir donné une vision trop négative. Telle n'est pas mon intention et cela ne correspond pas à ce que je pense.

L'Université est bien vivante, grâce aussi à votre engagement.

Ce qu'il m'importe de vous transmettre est ma conviction qu'il faut être vigilant et qu'il ne faut pas se confiner dans sa propre sphère d'action. Il faut avoir une vision d'ensemble de l'institution et un engagement accru pour sensibiliser la politique et la société civile.

Cela implique aussi savoir se remettre en cause.

Et c'est à moi que je pense en premier lieu.

je vous remercie de votre engagement et de votre attention.